



**Doc. 15512**  
27 avril 2022

## **Garantir la liberté des médias et la sécurité des journalistes: une obligation des États membres**

### **Proposition de résolution**

déposée par M. Mogens JENSEN et d'autres membres de l'Assemblée

---

Cette proposition n'a pas été examinée par l'Assemblée et n'engage que ses signataires

---

La liberté des médias et la sécurité des journalistes constituent l'oxygène sans lequel aucune société démocratique ne pourrait respirer. Nous constatons leur importance chaque jour, même en temps de calme social et de paix, mais encore davantage en temps de crise, comme lors de la pandémie du covid-19.

Pendant les conflits armés, le travail de documentation des journalistes, souvent au péril de leurs vies, est crucial pour les enquêtes concernant les crimes de guerre; on l'a vu récemment à Boutcha ou Kramatorsk en Ukraine, tout comme à Srebrenica en Bosnie-Herzégovine en 1995. Des informations fiables ne peuvent venir que des médias libres et des journalistes indépendants. Lorsque les autorités démolissent ce rempart, il ne reste que la désinformation, la propagande et la manipulation des esprits comme actuellement en Fédération de Russie.

Le Conseil de l'Europe doit poursuivre et développer davantage son action pour garantir la liberté des médias et la sécurité des journalistes et s'attaquer aux problèmes systémiques. Les États membres doivent s'engager pour créer, ensemble, un environnement favorable pour l'exercice libre et sûr du droit à la liberté d'information; ils doivent réagir de manière immédiate, énergique et efficace aux menaces contre les médias et les journalistes, y compris dans le contexte d'un conflit armé; ils doivent coopérer de manière plus efficace avec la Plateforme pour renforcer la protection du journalisme et la sécurité des journalistes du Conseil de l'Europe.

Malheureusement, la plupart des alertes lancées par la Plateforme ne sont pas suivies d'actions concrètes pour résoudre les problèmes signalés. L'Assemblée parlementaire doit rappeler aux États membres leurs obligations à cet égard et les appeler à s'engager pour garantir la liberté des médias et la sécurité des journalistes partout où ils accomplissent leur noble mission.

*Signé (voir au verso)*



Signé<sup>1</sup>:

JENSEN Mogens, Danemark, SOC  
ÆVARSDÓTTIR Thórhildur Sunna, Islande, SOC  
AHRENDTSEN Alex, Danemark, CE/AD  
ANTONIAZZI Tonia, Royaume-Uni, SOC  
ÅSEBOL Ann-Britt, Suède, PPE/DC  
BAYR Petra, Autriche, SOC  
BROUWERS Karin, Belgique, PPE/DC  
CHRISTOFFERSEN Lise, Norvège, SOC  
CORBYN Jeremy, Royaume-Uni, SOC  
DAVIES Geraint, Royaume-Uni, SOC  
DURANTON Nicole, France, ADLE  
EFSTATHIOU Constantinos, Chypre, SOC  
EKER Mehmet Mehdi, Turquie, NI  
EMRE Yunus, Turquie, SOC  
ERIKSEN Even, Norvège, SOC  
FOULKES George, Royaume-Uni, SOC  
FOURNIER Bernard, France, PPE/DC  
FRIDEZ Pierre-Alain, Suisse, SOC  
GRIFFITHS Leslie, Royaume-Uni, SOC  
GURMAI Zita, Hongrie, SOC  
HELLELAND Linda Hofstad, Norvège, PPE/DC  
HOPSU Inka, Finlande, SOC  
KLEINWÄCHTER Norbert, Allemagne, CE/AD  
LLOYD Tony, Royaume-Uni, SOC  
LYDEKA Arminas, Lituanie, ADLE  
MACKRORY Cherilyn, Royaume-Uni, CE/AD  
MARTINEZ SEIJO Luz, Espagne, SOC  
MOUTQUIN Simon, Belgique, SOC  
MUSTAFA Fazil, Azerbaïdjan, ADLE  
NAUDI Carles, Andorre, ADLE  
NORDQVIST Rasmus, Danemark, SOC  
OSBORNE Kate, Royaume-Uni, SOC  
OUMRIBTE Hassan, Maroc  
PIPILI Foteini, Grèce, PPE/DC  
RAMPI Roberto, Italie, SOC  
RASMUSSEN Lars Aslan, Danemark, SOC  
REISS Frédéric, France, PPE/DC  
ROUSOPOULOS Theodoros, Grèce, PPE/DC  
SELNES Lise, Norvège, SOC  
SIDALI Zeki Hakan, Turquie, ADLE  
STEVENSON Jane, Royaume-Uni, CE/AD  
VALENTIN Kim, Danemark, ADLE

---

1. ADLE: Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe  
CE/AD: Groupe des conservateurs européens et Alliance démocratique  
PPE/DC: Groupe du Parti populaire européen  
SOC: Groupe des socialistes, démocrates et verts  
NI: non inscrit dans un groupe